L'ALGÉRIE AU LENDEMAIN

La consécration d'un ordre

Par Nadji Safir, sociologue
(nadji.safir@gmail.com)

Les résultats officiels des élections législatives du 10 mai 2012 en vue du renouvellement de l'Assemblée populaire nationale (APN) sont connus.

L'importance de l'abstention, officiellement établie à 56,86%, doit y être relevée comme un phénomène politique et social majeur, marquant la faible adhésion de la population au processus électoral engagé. Et ce, alors même que la campagne électorale, en termes de communication, a été menée dans un contexte marqué du côté des autorités par une exagération outrancière, voire une dramatisation tout à fait excessive de l'importance des enjeux liés à la participation au scrutin. Or, au final, les deux partis constituant le cœur de l'Alliance présidentielle sortante – le Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique (RND) – qui, entre autres grâce aux dispositions du mode de scrutin retenu, obtiennent respectivement 221 et 70 sièges de la future APN, ont une base électorale de 1 324 363 et 524 057 voix sur un corps électoral total de 21 645 841 électeurs dont 9 339 026 votants et 7 634 979 suffrages exprimés. En fait, les deux partis – FLN et RND – tout en obtenant 62,85% des sièges, ne réunissent, en dernière analyse, sous leurs deux bannières que : 8,53% des inscrits, 19,79% des votants et 24,21% des suffrages exprimés. C'est donc dire combien leur base sociale réelle est limitée par rapport à l'ensemble de la société en direction de laquelle ils doivent agir.

D'autant plus que, le terrorisme islamiste étant toujours actif, même s'il a perdu en intensité, le sentiment diffus demeure que le pays n'est pas totalement à l'abri d'un regain de ses activités et même d'un nouvel embrasement que la majorité de la société encore fortement traumatisée – y compris dans ses composantes jeunes – rejette.

De tels résultats que l'on peut supposer comme peu susceptibles d'avoir été manipulés à la baisse par une intervention de l'administration en raison de la forte et directe proximité des deux acteurs impliqués – FLN et RND – avec elle, tout comme ceux obtenus par les formations politiques inscrites dans la mouvance islamiste — la principale coalition de partis islamistes, l'Alliance de l'Algérie verte, comprenant le Mouvement de la société pour la paix (MSP) qui participait à l'Alliance présidentielle sortante, obtient 47 sièges et 475 049 voix — nous interpellent quant à leurs causes. Six grands ensembles de déterminations méritent d'être soumis à examen et débat :

1 - la centralité croissante dans la société algérienne de la rente économique liée aux hydrocarbures et de l'ensemble des enjeux individuels et collectifs liés aux modalités d'accès direct et indirect à ses ressources : depuis plusieurs décennies déjà, mais de manière encore plus nette depuis les années 2000, la société algérienne est dominée par un contexte économique rentier de plus en plus nettement accentué, voire caricatural. En effet, les ressources liées aux hydrocarbures représentent sensiblement 35/40% du Produit intérieur brut (PIB), 65/70% des ressources budgétaires de l'Etat et 98% des exportations. Et c'est ainsi que l'accès à ces ressources dont la gestion est assurée par le pouvoir politique central, seul en charge des modalités de leur redistribution, est devenu un enjeu décisif pour toutes les stratégies individuelles et collectives. En fait, d'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement, tous les acteurs sociaux vont développer des stratégies afin de maximiser leurs avantages dans la compétition généralisée qui se déroule autour de l'accès aux ressources concernées. Les catégories sociales ayant bénéficié sous une forme quelconque de la redistribution de ces ressources rentières – mieux assurée ces deux dernières années sous les formes les plus diverses comme pare-feu face aux risques de contagion du printemps arabe» — sont celles qui ont constitué la base sociale majeure de l'électorat FLN/RND, comme noyau politique central du pouvoir en place et donc, garant du statu quo redistributif. Pour l'essentiel, elles sont composées des couches salariées moyennes et supérieures articulées autour du fonctionnement de l'ensemble des structures publiques : administrations centrales et territoriales, entreprises publiques et locales. Ainsi que des propriétaires des entreprises privées bénéficiant des marchés publics et des artisans et/ou petits producteurs ayant bénéficié de prêts publics bonifiés, notamment dans le secteur de l'agriculture, et des mêmes couches salariées moyennes et supérieures oeuvrant dans le secteur privé. Elles peuvent toutes être considérées dans une lecture en termes de «insider/outsider» utilisée dans certaines approches sociologiques et économiques à propos de l'emploi — et que l'on pourrait rendre par «accédant/non accédant» — comme étant des «insiders/accédants» pour, à la fois, l'emploi et/ou le revenu et donc, de fait, d'une manière ou d'une autre, pour les précieuses ressources rentières. Peuvent également être considérées dans ce cas les catégories sociales contrôlant grâce aux politiques publiques mises en œuvre le fonctionnement des circuits de distribution de «l'économie de bazar» et des diverses formes d'économie informelle objectivement mises en place et qui, culturellement, idéologiquement et fonctionnellement souvent plus proches de la mouvance islamiste, vont constituer la base sociale principale des formations islamistes entrées en compétition. L'ensemble formé par les diverses catégories sociales évoqués, en règle générale composé de citoyens plutôt âgés et relativement bien insérés économiquement et socialement, notamment en termes de réseaux sociaux, souvent de nature clientéliste, articulés autour des canaux formels et informels de redistribution de la rente — de fait donc, tous des «insiders/accédants» — va constituer l'essentiel de l'électorat qui a participé au processus électoral du 10 mai dernier ;

2 - le désintérêt croissant à l'égard des processus politiques officiels de la part d'une jeunesse économiquement marginalisée et qui se sent exclue de la redistribution rentière : face à cet ensemble, composé «d'insiders/accédants», dans une société pourtant dominée par les jeunes – l'âge médian actuel est de 28 ans — existent d'innombrable «outsiders/non accédants», majoritairement jeunes qui vont constituer l'essentiel des abstentionnistes enregistrés. Comme le révèlent, à la fois, le niveau limité de la contribution en 2010 au PIB de l'industrie (5%) et de l'agriculture (8%) et la généralisation du recours massif aux importations, y compris de produits sans aucune complexité technologique, illustrant le processus paradoxal de désindustrialisation qui affecte le pays, tous les secteurs économiques potentiellement créateurs d'emplois sont en crise profonde. Avec, comme conséquence directe la plus lourde de cette grave crise, l'importante croissance du chômage et du sous-emploi, particulièrement sévères chez les jeunes affectés par un taux de chômage réel moyen de l'ordre de 35/40% et, en réalité, dans certaines zones géographiques, bien supérieur. A l'exception des catégories, nettement minoritaires, de jeunes les plus qualifiés et les mieux insérés socialement – soit directement soit dans le cadre de stratégies familiales –, ce sont eux qui développent des stratégies de survie dans le cadre de l'économie de la «débrouille» mentionnée et en voie d'expansion, tentant ainsi, eux aussi, d'accéder à leur manière aux ressources rentières. En règle générale, déçus par les résultats qu'ils obtiennent, ils ont le net sentiment d'être exclus des circuits majeurs de la redistribution rentière qui, en tout état de cause, ne les concerne qu'à la marge et, dans les faits, ne parvient ni à réduire leur vulnérabilité ni à assurer leur insertion sociale, les renforçant dans leur positionnement «d'outsiders/non accédants». Même lorsqu'il leur arrive de travailler dans le secteur formel dont ils forment, de par leur faible niveau de qualification, les couches salariées inférieures, ils vivent une condition de travailleur pauvre dont les effets négatifs ne sont atténués que par le «filet social» de la solidarité familiale, encore active dans la société. Tentant à leur manière d'exprimer leurs sentiments de révolte, ainsi que leurs frustrations et ressentiments, dans des processus plutôt individuels et localisés, ils sont les principaux acteurs des multiples émeutes locales généralisées à travers le pays et qui contribuent à y créer les conditions d'une préoccupante situation d'anomie sociale. Face aux processus politiques officiels, tels que celui des récentes élections législatives, ils ne se sentent que très faiblement concernés et vont constituer l'essentiel de la base sociale de la très forte abstention enregistrée ;

3 - l'évolution de la dynamique islamique présente dans la société algérienne vers des pratiques plus religieuses, sociales et culturelles que réellement politiques : maintenant durablement installée dans la société algérienne – au moins depuis le tournant des années 1980/1990 –, il existe une dynamique idéologique, culturelle et sociale complexe qui, progressivement, a fait de la matrice intellectuelle islamique un des déterminants majeurs de tous les domaines de la vie en société. En effet, sur cette période historique, un mouvement d'islamisation de la société a directement contribué à installer, au sein même des mentalités individuelles et collectives , diverses problématiques islamiques – y compris dans certaines de leurs versions «salafistes» — comme devant désormais constituer les seules options possibles, à l'exclusion de toutes les autres. De ce point de vue, on ne soulignera jamais assez le rôle joué par cinq importants ensembles d'acteurs institutionnels dont les logiques, pratiques et discours dominants auront fini par converger, créant ainsi les conditions d'une hégémonie culturelle de nature islamique au sein de la société : le système éducatif, le réseau des mosquées, les institutions religieuses traditionnelles, notamment les zaouïas, les médias nationaux publics et les chaînes de télévision satellitaire arabes. Le soutien ostensible accordé par le pouvoir politique en place au mouvement d'islamisation à l'œuvre dans la société, tant qu'il se «limite» à des pratiques religieuses, sociales et culturelles, a contribué à le faire percevoir – en premier lieu le FLN, surtout en raison de l'action publique de certains de ses courants – par de larges couches de la société comme garantissant une offre politique crédible à caractère «suffisamment islamique» en termes de contenus religieux, sociaux et culturels tels qu'exprimés par la demande sociale.

Cette offre islamique «moyenne» est d'autant plus attrayante qu'en permettant d'éviter le recours aux risques de dérives politiques que pourraient représenter les partis islamistes eux-mêmes, elle apparaît comme un compromis social acceptable, en premier lieu car garant de la stabilité nécessaire à la pérennité de la redistribution rentière, surtout aux yeux des «insiders/accédants» qui, de par leur âge et leur statut, fournissent l'essentiel des leaders d'opinion actifs en direction de la société ;

4 - la monopolisation de l'offre politique de changement possible par la seule mouvance islamiste : en raison du faible impact social des partis politiques non islamistes, autres que le FLN et le RND et ce, pour des raisons complexes, notamment liées, à la fois, à l'histoire de la colonisation du pays et aux clivages culturels internes qu'elle a générés, aux orientations et pratiques politiques privilégiées après 1962 et à leur propre incapacité à formuler un projet politique commun crédible, aujourd'hui, tout changement politique substantiel apparaît comme ne pouvant pratiquement se faire qu'au profit de la seule mouvance islamiste. Un tel «verrouillage» de la problématique politique nationale, réduite dans les faits à la seule alternative «pouvoir politique en place ou mouvance islamiste» contribue pour beaucoup à renforcer le premier dans son positionnement affiché en tant que seul garant de la stabilité face aux risques, voire aux menaces dont serait potentiellement porteur tout changement en faveur de la seconde.

Placés face à cette problématique binaire, pouvant paraître lourde de conséquences non maîtrisables en raison de l'histoire récente, à la fois, du pays même et de certains pays arabes, de nombreux citoyens et, en tout premier lieu, majoritairement, les différentes catégories «d'insiders/accédants» en position de bénéficier, d'une manière ou d'une autre, de la politique actuelle de redistribution, dans un réflexe de type conservateur compréhensible, ont préféré se prononcer plutôt pour l'offre politique du pouvoir en place ;

En dernière analyse, la société algérienne – par le biais de ses élites, dans toute la diversité de leur composition, militaire comprise, car partie prenante majeure du pouvoir politique réel et rarement interpellée sur les fondements de la légitimité de ce statut – doit s'organiser pour négocier de manière ouverte et démocratique les conditions d'un «nouveau pacte social», comme condition de la formulation – plus complexe et plus longue à faire mûrir – d'un véritable «projet de modernité» dont la pertinence historique ne saurait se démentir.

En fait, la société algérienne doit aujourd'hui impérativement faire la preuve de ses capacités à créer de nouvelles richesses par la production de biens — hors hydrocarbures — de services et de connaissances et ce, en fonction de nouveaux impératifs liés à sa participation active aux échanges mondiaux, eux-mêmes actuellement caractérisés par l'importante croissance de l'économie de la connaissance.